

Pour que rien ne change  
Michel Husson, *Politis* n° 1049, 23 avril 2009

« Tout changer pour que rien ne change », la fameuse formule pourrait servir de devise aux gouvernements européens. Leurs critiques de la finance et leurs rodomontades sur la régulation dessinent une véritable économie politique du simulacre. Les faits sont là : l'injection d'argent public dans les banques ne s'est accompagnée d'aucune mesure de contrôle ; les plans de relance sont calculés au plus juste et ne bénéficieront pas à ceux qui en auraient le plus besoin ; la remise en cause des primes des patrons reste cosmétique et dispense d'aborder la question beaucoup plus large de la répartition des revenus.

L'intention est de traiter la crise à minima en espérant que les choses pourront repartir comme avant en 2010. Mais cela n'est tout simplement pas possible. La première raison est que les mesures prises ne suffiront pas à apurer le système bancaire et financier. Pour espérer le faire, il faudrait nationaliser et remettre tout à plat, comme le reconnaît *The Economist* qui s'est rallié à cette option « malheureusement inévitable »<sup>1</sup>. Le modèle US fondé sur le surendettement des ménages ne peut manifestement pas redémarrer à l'identique et l'on voit mal les solutions de rechange disponibles sans remise en cause fondamentale des inégalités sociales. Au niveau mondial, l'incertitude la plus grande pèse sur la trajectoire du dollar, sur l'ampleur et le financement du déficit US et sur la capacité - et la volonté - du reste du monde de financer la croissance US. Enfin, l'Europe est en train d'imploser en tant qu'entité économique<sup>2</sup>.

Malgré tout, les gouvernements préparent le coup d'après. Selon les dernières prévisions de l'OCDE<sup>3</sup>, la zone euro devrait terminer l'année 2010 avec un taux de chômage proche de 12 % et un déficit budgétaire moyen de 7 % du Pib. Pour revenir à la normale, il faudra d'abord reprendre le cours interrompu des réformes du marché du travail. L'OCDE insiste sur ce point : il faudra s'assurer « que les mesures mises en œuvre pour faire face à la crise mais pouvant avoir des conséquences dommageables à long terme soient retirées de manière ordonnée ». Il faudra ensuite résorber les déficits publics en coupant à nouveau dans les budgets sociaux, ce qui donne par exemple : « pour aider les personnes en difficulté, certains pays ont étendu la durée et les niveaux de la protection sociale. Si une telle action est compréhensible dans les circonstances actuelles, ces mesures devront être réduites lorsque l'activité se sera redressée ».

Ce retour à la normale est hors de portée. Un certain nombre de secteurs vont sans doute redémarrer et les journalistes se sont déjà munis de loupes pour discerner le moindre frémissement. Les plans de relance vont donner des espoirs mais la perspective générale est sombre : pas de retour aux taux de croissance d'avant la crise et stabilisation du taux de chômage à un niveau élevé. Le capitalisme s'engage dans une impasse, parce qu'il ne peut rétablir le modèle néo-libéral dans toute sa beauté, et parce qu'il ne veut pas mettre en place une sorte de néo-fordisme fondé sur une progression plus régulière de la demande intérieure et sur une répartition moins inégalitaire des revenus.

Il faut donc se préparer à une longue période d'indécision et d'affrontements. Rien n'est plus dangereux qu'une bête sauvage blessée. Il faut donc s'attendre de la part des dominants à une violence sociale renouvelée visant à défendre leurs privilèges sociaux. Elle s'appuiera si c'est nécessaire sur des positions réactionnaires de repli nationaliste. Du côté des dominés, la défense des conditions d'existence immédiates peut permettre de donner corps à un projet de transformation sociale confronté à trois énormes défis : établir le rapport de forces nécessaire pour contrôler l'activité des capitalistes ; desserrer la contrainte de la mondialisation sans sombrer dans les illusions souverainistes ; viser directement au bien-être social et rompre avec la religion de la croissance.

---

<sup>1</sup> « In knots over nationalisation », *The Economist*, 26 février 2009, <http://gesd.free.fr/inknots.pdf>

<sup>2</sup> Michel Husson, « Chacun pour sa bourgeoisie », *Regards*, mai 2009, <http://hussonet.free.fr/eurogar.pdf>

<sup>3</sup> *Perspectives économiques de l'OCDE*, Rapport intermédiaire, mars 2009, <http://tinyurl.com/ozout93>